

LES REGIMES TOTALITAIRES

Cours HIS 1.2

PLAN

I – origines et caractéristiques

1 – régime soviétique (1917)

2 – fascisme italien (1922)

3 – national-socialisme allemand (1933)

II – rôle international

1 – une opposition fondamentale

2 – « brutalisation » des relations internationales

3 – la marche à la guerre

Le qualificatif de totalitaire est appliqué depuis les années 1930 aux trois régimes soviétique, nazi et fasciste. On constate que le premier vient d'une idéologie de gauche alors que les deux autres viennent de droite. Mais au delà de cette origine idéologique, une autre différence doit être remarquée : l'empreinte chronologique..

En Russie, le communisme arrive au pouvoir en 1917 et en est chassé en 1991. Au cours de ces presque 8 décennies les caractéristiques du régime ont évolué. Si on peut déterminer un totalitarisme équivalent aux deux autres dans les années 1930 quand Staline est au pouvoir, les choses changent avec l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir en 1956. Certains historiens parlent de « totalitarisme mou ». la stagnation soviétique dure plus de 25 ans et amène à la déliquescence du régime. En 1991, il s'effondre à la surprise du monde entier qui n'avait pas vraiment capté toutes les évolutions en cours..

Parler de « régimes totalitaires » nécessite donc d'abord de limiter l'étude dans le temps... La concomitance des 3 régimes ne se déroule qu'entre 1933 et 1939 ; la guerre impose d'autres décisions, des atténuations et des exagérations. Avant, l'Italie connaît le régime fasciste de Mussolini dans ses caractéristiques initiales. Avec les années 1930, le régime de Mussolini s'est peu à peu mis à imiter le nazisme. La Russie soviétique connaît une phase de Révolution et de guerre civile entre 1917 et 1921. A la suite de la maladie de Lénine, Staline récupère le pouvoir et se retrouve seul en ayant épuré les milieux dirigeants. De l'autre côté de la séquence chronologique, en 1939 les régimes plongent dans la guerre ce qui provoque des changements ; en 1945, le nazisme et le fascisme sont unanimement condamnés et les chefs charismatiques sont morts : Mussolini est lynché par la foule, Hitler se suicide. En 1945, l'URSS fait partie des vainqueurs favorables à la démocratie, on va revenir sur ce fait qui peut paraître contradictoire. Le régime soviétique n'est plus qualifié de totalitaire, au moins jusqu'au début de la guerre froide en 1947.

La controverse historique des années 1990-2000 sur la pertinence de la comparaison est aujourd'hui passée. Les ressemblances entre les trois régimes sont évidentes depuis les années 1930 et ont été remarquées par les contemporains. Mais cela ne signifie pas que ces régimes soient les mêmes. Leurs expressions sont semblables mais les fondements ne sont pas les mêmes. Le communisme cherche l'égalité des gens, quitte à éliminer physiquement les riches et propriétaires par la Révolution. Le fascisme s'est construit sur un nationalisme exacerbé d'extrême droite et d'une grande violence. Les fondements du nazisme sont nationalistes et racistes : l'élimination des « *Untermenschen* » au premier rang desquels les Juifs, les tziganes et autres considérés comme « dégénérés ».

I – origines et caractéristiques

On peut commencer par se référer au tableau qui, tout en étant de l'ancien programme, met en évidence les ressemblances : c'est un bon résumé de ce qu'il faut retenir... C'est l'outil nécessaire et suffisant pour une comparaison. Au delà, dans ce qui suit, on reprend les grands traits des régimes et de leur installation. Cette partie est vraiment significative de la matière : la densité des connaissances et l'exploitation civique du sujet multiplient le savoir qui semble sans fin. De fait ce qui est ici peut largement être complété par ailleurs, avis aux amateurs !

1 – régime soviétique (1917)

Le régime soviétique succède au régime tsariste en Russie après les Révolutions de 1917. Celles-ci interviennent dans un pays qui avait déjà connu un soulèvement en 1905. La première révolution de 1917 en mars, renverse le tsar et voit la mise en place d'un gouvernement provisoire qui poursuit la guerre. Les communistes préparent la prise du pouvoir qui est effective en octobre, au nom des Soviets, ces groupe d'ouvriers et de soldats qui ont fait la révolution de mars et qui ont élu Lénine (chef communiste) comme représentant de tous les soviets de Russie en octobre 1917, après que les communistes aient pris position dans tous les lieux de pouvoir de Petrograd (Saint-Petersbourg) la capitale.

Le régime soviétique est installé au fur et à mesure. La première période d'existence du pays correspond à la guerre civile menée par les partisans du tsar (les Blancs) alliés pour la circonstance aux partisans du gouvernement provisoire. Les occidentaux soutiennent leur lutte contre les « Rouges », furieux qu'ils sont que ceux-ci aient renoncé à se battre contre l'Allemagne et l'Autriche sur le front de l'Est. La paix est signée avec les soviétiques en mars 1918. La guerre civile se poursuit jusqu'en 1921. Ce n'est pourtant pas à ce moment là que le totalitarisme est complètement installé en Russie. En effet, Lénine pense qu'il faut détendre un petit peu la société qui a connu des années d'affrontements et une politique particulièrement répressive avec le « communisme de guerre ». il faut faire face aux contestations des Blancs mais aussi de socialistes qui refusent la mainmise du parti communiste qui est accusé d'avoir volé le pouvoir aux soviets. L'euphorie d'octobre 1917 se change en réelle opposition aux communistes de Lénine. Celui-ci cherche à ménager une pause pour faire mieux accepter le régime. La mise en place de la NEP (Nouvelle Economie Politique) permet la réapparition d'un secteur privé dans l'industrie, le commerce et l'agriculture. L'URSS est créée en décembre 1922 sur une structure fédérale, rassemblant 4 républiques : RSFSR, Ukraine, Transcaucasie et Biélorussie.

Quand Lénine meurt en 1924, Staline a déjà placé ses hommes dans toutes les instances du pouvoir. Il récupère le pouvoir sans problème et change la politique : il arrête la NEP, réduit la propriété privée, lance la collectivisation dans l'agriculture et la planification dans l'industrie. La conversion de l'agriculture se fait dans les années 1930. Les paysans rejoignent des coopératives (Kolkhozes) ou des fermes collectives (Sovkhozes) de gré ou de force. En 1929 Staline annonce la fin des Koulaks en tant que classe : il s'agit d'éliminer les propriétaires terriens qui freinent la collectivisation. La désorganisation de la production favorise la famine de 1932-1933 particulièrement violente en Ukraine qui était très réticente à l'opération. La famine n'a pas eu que des origines climatiques ou productives, les récoltes ne restent jamais sur place.. et les paysans meurent !

Au delà des décisions politiques et économiques imposées par la violence comme dans toute dictature, le régime totalitaire se caractérise par une diffusion dans toute la société jusqu'à la sphère personnelle, familiale, celle des loisirs, des vacances, de la pensée. La société est quadrillée par le parti. L'Etat est confondu avec le parti. Il n'y a pas d'opposition : le parti est celui du peuple.. Qui peut s'opposer au peuple ? Telle est la logique qui sous-tend le parti unique.

=> grande terreur 1937-1938 => MTG

Des organismes encadrent la vie du citoyen de la naissance à la mort. Le régime soviétique se signale par une grande liberté laissée aux femmes. Elles peuvent demander le divorce autant que les hommes. L'avortement est légal et gratuit. Le code du travail dès 1922 protège les femmes. Elles servent dans l'armée autant que les hommes. De nombreux organismes encadrent donc la vie des gens. Les jeunesses communistes sont l'occasion d'embrigadement et d'activités. Les associations se multiplient pour le loisir et le travail.

De grands rassemblements chorégraphiés donnent à voir une image grandiose du régime, mais à cette époque ce genre de rassemblement fait partie d'une mise en scène concurrencée par le régime nazi. Les fascistes italiens ne sont pas de reste.

2 – fascisme italien (1922)

Si le communisme russe est une version du marxisme allemand, le fascisme est entièrement italien.

D'abord il naît de la frustration d'une victoire dite « mutilée ».. En effet , alors que l'Italie était du côté de la Triplice en 1914 elle n'entre pas en guerre contre la France : les tractations vont bon train et les négociateurs de la triple Entente arrivent à faire pencher la balance en promettant au royaume des territoires autrefois italiens qui ne le sont pas devenus au moment de l'unification (années 1860) et qui sont appelées « terres irrédentes » : Trieste, l'Istrie, le Trentin, Fiume. Par le traité de Londres de 1915 les Italiens promettent d'intervenir et les Alliés promettent le retour à l'Italie de ces terres. Les Italiens se battent donc contre leurs anciens alliés et quand la victoire, au prix du sang, est obtenue, les idées du président américain de droit des peuples à disposer d'eux mêmes refusent cet engagement qui lui fait plutôt penser aux accords entre princes du temps jadis qu'ils refuse tout net. Pour les Italiens c'est un camouflet : ils ont donné leur vie et l'engagement n'est pas respecté. Cela charge le nationalisme italien, le mécontentement est important. Il fait verser une partie des Italiens vers le mouvement de Mussolini, les *fasci*, qui flattent tout à la fois la nation, l'amitié du combat, la lutte pour l'honneur et une volonté de renouveler, de régénérer l'homme. Le verbe régénérer est peut être un peu obscur, alors qu'on peut le traduire par « reset »... Il s'agit de transformer l'homme de fond en comble. C'est un langage qu'on retrouve en religion, particulièrement monothéiste : Dieu fait l'homme nouveau. Ici c'est au parti qu'échoit la régénération : Mussolini semble ne pas croire énormément en Dieu et ses œuvres. En pleine discussion à l'Assemblée il met un jour Dieu au défi d'intervenir « dans les 5 minutes » contre sa décision...Mais n'allons pas trop vite.

L'installation du fascisme, version italienne du totalitarisme, est précoce mais prend toutefois quelques années. Avec la fin de la guerre se crée les *fasci di combattimento* qui regroupent les anciens soldats démobilisés. La situation économique et sociale est complexe : l'extrême gauche a du succès que ce soit avec la création du PCI en 1921 ou avec les syndicats qui se mobilisent pour des augmentations de salaires ou tout simplement du travail. La reprise n'est pas simple dans les pays qui ont consacré toutes leurs forces à la production de guerre... Pendant l'été 1920 en particulier, le mouvement de grève est particulièrement suivi et agité : des Soviétiques se créent mais les partis et les syndicats ne suivent pas... A la fin de l'année des groupes (les *squadre*) fascistes multiplient les « expéditions punitives » contre les grévistes, leurs organisations, leurs locaux... Avec la complicité de l'armée et des milieux des dirigeants d'entreprises, ils cherchent à semer la terreur : dégâts matériels, bastonnades, huile de ricin, mais assassinats également. En 1921 les fascistes sont en pleine croissance : leur nombre se multiplie, certains sont élus et le parti PNF est créé en novembre. Mais les *squadre* n'ont pas connu que des succès : ils sont refoulés de tel ou tel villages par la population. Ce sont les milieux politiques et dirigeants économiques qui apprécient ces forces qui ramènent les ouvriers au travail par la force. La violence des communistes fait davantage peur que celles des fascistes... Les événements de Russie ont traumatisé l'Europe !

En 1922, Mussolini organise une grande parade qui se termine à Rome (la Marche sur Rome). Devant les quelques centaines de fascistes, l'armée aurait pu résister, mais les ordres ne sont pas venus : le roi accueille Mussolini pour former un gouvernement. Dès lors les fascistes sont dans

les sphères du pouvoir et font leur place. Le gouvernement réunit plusieurs tendances, pas que des fascistes. Pendant 2 ans le fonctionnement reste apparemment dans la légalité. En 1924, les fascistes assassinent un opposant notoire, socialiste, Matteotti après qu'il ait violemment dénoncé les fascistes d'avoir truqué les élections d'avril. Il est enlevé le 10 juin 1924 et tué, son corps n'est retrouvé que quelques mois après. La réaction de l'opinion est assez forte, mais c'est alors que Mussolini choisit l'outrance : il revendique l'assassinat dans un discours en janvier 1925 et annonce la dictature. Avec les « lois fascistissimes » de 1926, il met la société italienne au pas.

Dans ses discours, Mussolini construit les références d'un système qui se veut ni marxiste, ni libéral. Le régime totalitaire repose sur la soumission de l'individu à l'Etat : « L'Etat est tout, l'individu n'est rien » selon Mussolini. A partir du milieu des années 1920, le régime fasciste ne cesse de faire référence à un Empire romain dont il se veut l'héritier direct. L'influence de la Rome antique se marque entre autres dans les réalisations architecturales monumentales qui viennent modifier la physionomie de Rome à partir de la fin des années 1920, mais également les fouilles organisées à Rome sur le forum romain.

L'individu, simple composante de la nation italienne, doit donc se soumettre à l'État incarné par le *Duce* (= guide) : le bon citoyen est celui qui obéit aveuglément aux ordres du Duce considéré comme infaillible (« Le *Duce* a toujours raison » est un autre des préceptes en vigueur dans l'Italie fasciste). Il n'y a plus qu'un seul parti, le parti fasciste, qui se confond avec l'État puisque c'est le parti fasciste qui, à partir de 1928, recrute les fonctionnaires.

Le régime bénéficie d'une intense propagande lors de grands rassemblements populaires ou de discours radio-diffusés du Duce. L'effort se porte plus particulièrement sur la jeunesse, embrigadée dès son plus jeune âge dans une pyramide d'organisations auxquelles il est obligatoire d'adhérer : les « fils et filles de la louve » de 4 à 8 ans, les « *Balilla* » et les « petites Italiennes » de 8 à 14 ans, les « *avanguardisti* » et les « jeunes Italiennes » de 14 à 18 ans. Le programme de ces organisations est simple : « Croire, obéir, combattre ». L'opposition au régime est difficile dans la mesure où il existe un arsenal répressif omniprésent, en particulier une police politique, l'O.V.R.A., qui traque les ennemis du régime : ceux-ci sont souvent condamnés à de lourdes peines de prison par un « Tribunal spécial pour la défense de l'État » ou bien « confinés » sans jugement dans les régions isolées du Sud du pays (îles Lipari, Abruzzes, Calabre...).

Dans le monde du travail, l'idéologie officielle de l'État fasciste est le corporatisme, qui se veut une doctrine de consensus. Les corporations sont officiellement créées par la charte du travail de 1927 : dans chaque branche de l'industrie et du commerce est instaurée une corporation au sein de laquelle patrons et salariés doivent négocier sous le contrôle de l'État. Le régime prétend ainsi réconcilier le capital et le travail, renvoyant dos à dos la lutte des classes prônée par les marxistes et l'exploitation des ouvriers qui caractérise le système capitaliste (on est toujours dans la recherche d'une « troisième voie »). Le régime tente de se gagner les sympathies ouvrières en développant les assurances sociales et en organisant les loisirs ouvriers à travers un organisme dépendant du parti fasciste, le « *Dopolavoro* », l'« Après-travail ». Il n'en demeure pas moins que le corporatisme a été essentiellement un instrument de domestication de la classe ouvrière.

Enfin, pour asseoir son autorité sur la société italienne, le régime fasciste entreprend de négocier avec la principale force qui serait capable de s'opposer à lui : l'Église catholique. Le soutien de l'Église est primordial dans un pays aussi profondément catholique que l'Italie. Le 11 février 1929, Mussolini signe avec le représentant du pape Pie XI les accords du Latran. Ces accords comprennent en réalité deux textes. Le premier est un texte diplomatique accompagné d'une convention financière, qui reconnaît la souveraineté du pape sur l'État du Vatican et lui accorde une rente payée par l'État italien. Le deuxième texte est un concordat qui règle la situation de l'Église catholique en Italie : l'État fasciste reconnaît la religion catholique comme seule religion d'État ; en contrepartie les évêques et archevêques sont nommés par le pape mais après consultation du gouvernement italien, et avant leur prise de fonction ils doivent prêter serment au Duce. Grâce aux accords du Latran, Mussolini obtient le ralliement des catholiques et parachève son œuvre de contrôle de la société italienne.

Sur le caractère totalitaire :

Durant longtemps, les chercheurs spécialistes de la Seconde Guerre mondiale considéraient le régime fasciste comme un totalitarisme inabouti, du fait des résistances de la population italienne et du catholicisme. Ainsi, Hannah Arendt soutenait dans Les Origines du totalitarisme qu'il n'existait que deux vrais totalitarismes : celui de l'URSS stalinienne et celui de l'Allemagne national-socialiste. Cela a permis la réécriture après-guerre d'un fascisme modéré, qui envoyait ses opposants en relégation dans les îles. Cette banalisation du fascisme, voire parfois sa réhabilitation, fit qu'on s'intéressa peu à ses pratiques totalitaires. Cette violence moindre désintéressa les universitaires qui en minimisèrent l'antisémitisme, tel Léon Poliakov. Pourtant, le terme « totalitarisme » est italien et aurait été forgé en 1923 pour définir le parti fasciste. Initialement utilisé par les antifascistes pour disqualifier le PNF, le terme fut retourné dès 1925 par les fascistes pour se définir. Benito Mussolini en fit un terme positif, pour définir la société qu'il appelait de ses vœux.

S'il fut moins criminel (le tribunal spécial pour la défense de l'État ne prononça que 42 peines capitales entre 1926 et 1943, sans compter les exécutions sauvages) que les deux autres régimes totalitaires (le nombre de mort est très inférieur à la répression nazie ou soviétique, l'Italie fasciste est un système totalitaire, et la violence, à l'instar de l'URSS et de l'Allemagne national-socialiste, est au cœur du l'idéologie du régime. Les différences résident principalement dans l'aspect terroriste, dans le sens d'usage de la terreur, poussé à son paroxysme dans les deux premiers, et dans la volonté génocidaire, inexistante dans le fascisme. Cependant, la violence est quotidienne, à la fois dans l'imaginaire (il faut créer un peuple guerrier) et dans la pratique, en étant valorisée. L'auteur voit les origines de cette violence totalitaire dans la volonté fasciste de créer un empire colonial. Selon elle, le tournant est à chercher dans la colonisation de l'Éthiopie(1936). En effet, c'est à partir de ce moment que les fascistes réfléchissent à une politique raciale qui se concrétisera en 1938 avec les lois raciales antisémites.

CR du livre de Marie-Anne Matard-Bonucci, *Totalitarisme fasciste*, Paris, CNRS Éditions, 2018 dans <https://tempspresentes.com/2018/06/29/le-totalitarisme-fasciste/>

MTG fascisme-visibilité

3 – national-socialisme allemand (1933)

L'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 est le résultat d'un long parcours commencé à la fin de la 1^{re}GM. Hitler après sa démobilisation est employé par les services de renseignement militaires pour infiltrer un groupuscule d'extrême gauche le NSDAP, fondé en 1919. Hitler s'applique tellement bien à la tâche qu'il en devient chef et imprime un cours différent.

Les progrès du NSDAP se font dans une ambiance de contestation de la République de Weimar, d'attirance vers le fascisme italien. En 1923, dans une ambiance largement révolutionnaire en Allemagne, Hitler tente un coup d'État à Munich. L'objectif était une version allemande de la Marche sur Rome qui avait eu lieu l'année précédente. Malgré la participation d'un ancien maréchal prestigieux, Ludendorff, le coup d'État est un échec, les comploteurs sont arrêtés. Alors que Ludendorff est considéré comme irresponsable, Hitler est emprisonné. Il met à profit cette période pour écrire son ouvrage *Mein Kampf*. Son séjour en prison n'est pas très dur et il reçoit beaucoup de gens. A sa sortie, après une année, il reprend son activité à la tête du NSDAP et publie son ouvrage qui ne fait pas recette. On le considère la plupart du temps au mieux comme un brûlot sans style, au pire comme l'œuvre d'un malade mental. Le mouvement continue cependant ses progrès, concurrençant l'extrême gauche et bénéficiant de l'ambiance favorable aux anciens combattants et à l'extrême droite populiste.

Le mécontentement de la population et son adhésion au NSDAP ne grandit véritablement qu'après la crise économique. Les faillites et les chômeurs se multiplient. Hitler se pose en dernier

espoir des chômeurs. Les élections montrent les progrès du parti nazi. En 1932, plusieurs élections ont lieu : deux législatives, car les résultats ne laissent pas place à une majorité stable et les élections présidentielles. Les résultats du NSDAP sont en croissance sur les élections législatives de mars et les présidentielles. Lors de celles-ci la gauche se retrouve distancée : au premier tour Hindenburg candidat de la droite classique arrive devant Hitler. Le parti socialiste SPD allemand décide de ne pas présenter de candidat pour empêcher l'élection d'Hitler, le candidat communiste refuse, se présente et se maintient. Au deuxième tour, comme au premier tour, les socialistes votent donc Hindenburg... En fin d'année le deuxième scrutin législatif montre un léger affaiblissement du NSDAP.

	Législatives juillet 1932	Présidentielles mars 1932	Présidentielles avril 1932	Législatives novembre 1932
Indépendant – coalition droites (Hindenburg)	-	49,6	53,1	-
Hitler NSDAP	37,27	30,2	36,7	33,09
Thälmann KPD	14,32	13,2	10,1	16,86
SPD	21,58	-	-	20,43
Zentrum	12,44	-	-	11,93

Depuis plusieurs mois, Hitler refuse de participer aux gouvernements successifs, il exige la chancellerie. Avec le soutien de représentants du patronat et la complicité de représentants de la droite et de l'extrême droite, il arrive à ce que son nom soit choisi pour devenir chancelier en janvier 1933. Pas de coup d'État, pas de violence... Un accès légal au pouvoir... Avec des complicités et des pressions très bien menées. En 3 mois Hitler transforme l'Allemagne en régime totalitaire.

La mise en place du régime totalitaire est rapide. Quand Hindenburg meurt en août 1934, Hitler n'organise pas d'autres élections, il se proclame Führer et poursuit la mise au pas de la société allemande. Il a déjà épuré son entourage en organisant la « nuit des longs couteaux » (29 juin 1934) au cours de laquelle les dirigeants des SA sont éliminés par les SS. En mars 1935 il rétablit le service militaire au mépris du traité de Versailles, en septembre 1935, les lois de Nuremberg appliquent une politique raciste à la société. :

*LOI POUR LA PROTECTION DU SANG ALLEMAND ET DE L'HONNEUR
ALLEMAND, 15 SEPT. 1935*

Pénétré du sentiment que la pureté du sang allemand est la condition nécessaire à la continuité de l'existence du peuple allemand, et inspiré par la volonté inflexible d'assurer pour l'éternité l'existence de la Nation allemande, le Reichstag a adopté à l'unanimité la loi suivante qui se trouve donc par là-même promulguée.

§ 1 1. Les mariages entre Juifs et nationaux de l'Etat allemand ou de même nature, sont interdits. Les mariages néanmoins conclus sont nuls et non avenus, même s'ils ont été conclus à l'étranger pour circonvenir à cette loi.

2. Les procédures d'annulation ne peuvent amorcées que par le Procureur de l'Etat.

§ 2 Les relations sexuelles hors mariage entre des Juifs et les ressortissants de l'Etat

allemand ou de même nature, sont interdites.

§ 3 Les Juifs ne peuvent employer de domestiques féminins de sang allemand ou de même nature, de moins de 45 ans.

§ 4 1. Il est interdit aux Juifs de faire flotter un drapeau du Reich ou un drapeau National, ainsi que d'arborer les couleurs du Reich.

2. Par contre, ils sont autorisés à arborer les couleurs juives. L'exercice de ce droit est protégé par l'Etat.

§ 5 1. Toute personne qui contrevient à l'interdiction du paragr. 1 sera punie de prison et de travaux forcés.

2. Un homme qui enfreint l'interdiction du paragr. 2 sera puni de prison avec ou sans travaux forcés.

3. Toute personne contrevenant aux dispositions des paragr. 3 ou 4 sera punie d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an et d'une amende, ou de l'une de ces deux sanctions.

§ 6 Le Ministre de l'Intérieur du Reich, en coordination avec le Représentant du Führer et le Ministre de la Justice, publieront les règlements administratifs et juridiques requis par l'application et le parachèvement de cette loi.

§ 7 La loi prend effet le jour suivant sa promulgation, excepté pour le paragr. 3 qui entre en vigueur le 1er janvier 1936.

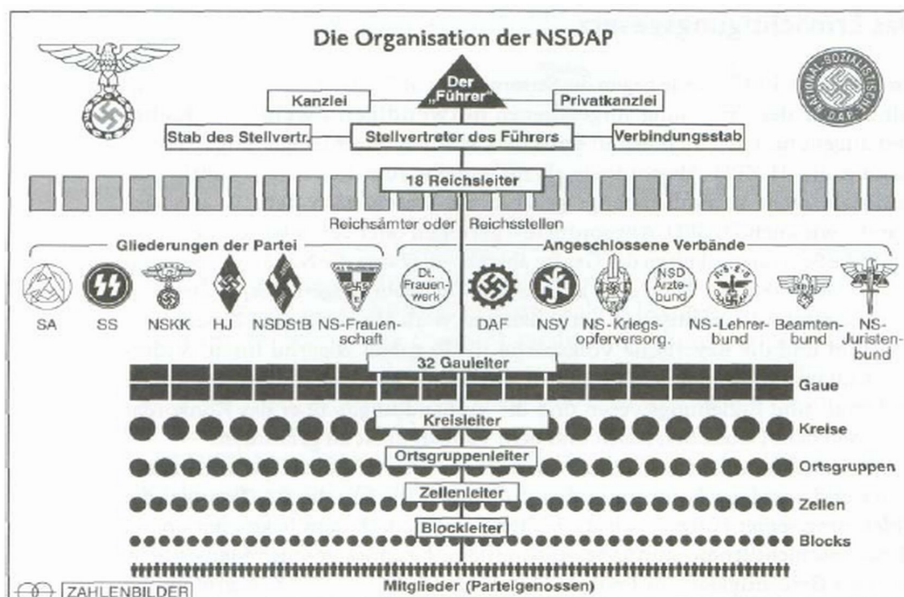
Fait à Nuremberg, le 15 sept. 1935, jour du Congrès de la Liberté : Parti du Reich

Le Führer et Chancelier du Reich : Adolf Hitler

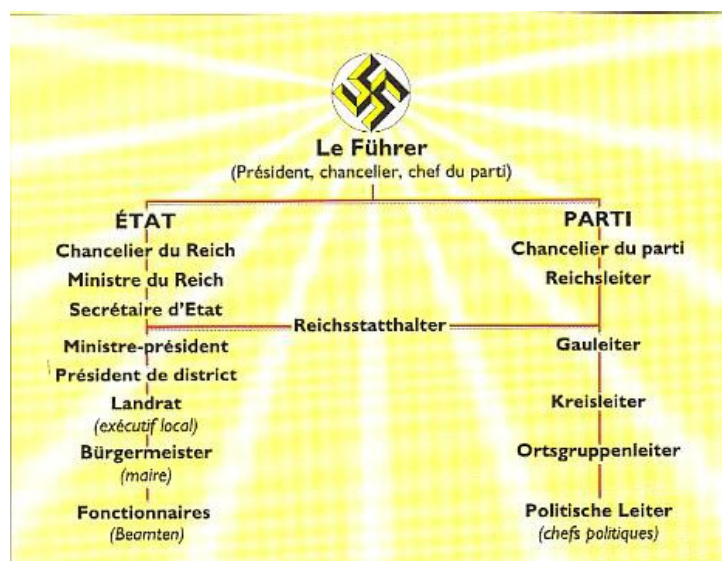
ce texte est renforcé par les ordonnances de 1938 (p 46)

=> nuit de cristal 9-10 novembre 1938 p 48-49

Parallèlement, les structures d'une stricte surveillance de la société par l'intermédiaire des différentes organisations du parti, jusqu'aux *Blockleiter* qui sont les responsables des « blocs » dans les quartiers des villes :



Comme dans les autres totalitarismes, la hiérarchie du parti double celle de l'Etat



II – rôle international

1 – une opposition fondamentale

MTG ressemblances

Dans un premier temps, l'opposition fascisme-communisme est évidente : le fascisme s'est construit en réaction au communisme. Mais à la naissance du nazisme, alors que Hitler est passionné par l'expérience italienne, les relations ne sont pas simples au départ car l'enjeu autrichien est mobilisateur pour les deux hommes. Mussolini va jusqu'à positionner des troupes sur sa frontière avec l'Allemagne en 1934. Mais rapidement l'entente prévaut. Mussolini et Hitler jouent avec les nations européennes. La remilitarisation de la Rhénanie par Hitler démontre les réticences occidentales à intervenir. En Octobre 1936 les deux pays s'allient dans l'Axe Rome-Berlin.

L'opposition entre nazisme et communisme est viscérale et fondatrice pour le nazisme : *Mein Kampf* n'a pas de mots assez dur contre l'URSS qui doit être éliminée au même titre que les Juifs. Cette haine réciproque entre nazis et communistes, que l'on a déjà vu à l'œuvre dans les rues des villes allemandes avant l'arrivée du NSDAP au pouvoir (les « nazis » se battant régulièrement contre les « coxis ») n'empêche ni les ressemblances ni l'alliance circonstancielle du pacte de non agression d'août 1939.

2 – « brutalisation » des relations internationales

Avec le communisme, le fascisme et le nazisme, les conventions des relations internationales semblent ne pas compter pour eux. Pendant les années 1920, Mussolini fait sa place en Europe en ménageant les différents pays, et partage les conférences internationales comme les autres (cf Locarno 1925). L'URSS, elle, s'isole progressivement avec l'accession de Staline au pouvoir.

Pendant les années 1930, les relations se tendent dans le contexte déjà compliqué de la crise mondiale. Hitler n'a jamais caché son hostilité au traité de Versailles. Après le réarmement en 1934, l'Allemagne rétablit le service militaire en 1935 et réoccupe la Rhénanie en 1936. A ce moment là ,

le jeu de l'Italie n'est pas toujours très clair, puisque Mussolini rencontre les Français et les Britanniques en avril 1935 à la conférence de Stresa pour dénoncer les évolutions en Allemagne et les menaces pesant sur l'indépendance de l'Autriche.

A partir d'octobre, les Italiens se battent en Ethiopie et entre dans la capitale en mai 1936. Si Laval essaye de couvrir ses opérations, l'opinion britannique réagit mal. Les mêmes Britanniques freinent la réaction française lors de la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936. A partir de ce moment, l'Allemagne refuse toute tentative de conciliation lancée par la SDN. La guerre d'Espagne scelle une alliance entre les régimes fasciste et nazi...

La situation de l'Espagne est à ce moment assez tendue. La République établie en 1931 permet en février 1936 l'arrivée d'une coalition de socialistes et communistes au pouvoir. C'en est trop pour les partisans d'une Espagne conservatrice : l'insurrection militaire bénéficie du soutien des milieux conservateurs et catholiques. La République est soutenue par l'ensemble des partis et associations de gauche, des socialistes aux extrémistes anarchistes. La coalition est hétéroclite mais elle est soutenue explicitement et matériellement par l'URSS. De manière non officielle certains autres pays soutiennent de manière discrète, y compris le front populaire français. Les individus qui veulent s'engager se retrouvent dans les Brigades Internationales qui furent actives entre 1936 et 1938. Le général Franco qui est à l'origine du coup d'Etat est soutenu par les régimes fasciste et nazi. Les deux pays fournissent hommes et matériels à l'Espagne nationaliste, et le poids est décisif.

guerre d'Espagne
p 52-53 questions 1 à 4

3 – la marche à la guerre

A partir de 1936, les dirigeants et les opinions pressentent que la guerre n'est pas loin.



La guerre d'Espagne semble une véritable répétition du conflit à venir.

Profitant de l'instabilité qu'il a lui même créée en Autriche depuis l'assassinat du chancelier Dollfuss en 1934, Hitler lance l'annexion de l'Autriche en mars 1938 (Anschluss). Devant l'absence de réaction, Hitler continue et après les accords de Munich en septembre suivant, il annexe les Sudètes en octobre 1938 : la Tchécoslovaquie, créée en 1919, est morte. Le coup suivant est pour septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne que Hitler a préparé en neutralisant l'URSS en août 1939 avec le pacte de non-agression . Ce pacte, qui scandalise plus d'un communiste, n'est pas qu'un

gain de temps pour l'Allemagne nazie, c'est tout simplement le partage secret de la Pologne entre les deux régimes totalitaires. Cela justifie toutes les analyses qui font des deux régimes soi-disant ennemis des régimes semblables.

=> p 54-55 questions 2, 3 et 4

IO

Chapitre 2. Les régimes totalitaires

Objectifs

Ce chapitre vise à mettre en évidence les caractéristiques des régimes totalitaires (idéologie, formes et degrés d'adhésion, usage de la violence et de la terreur) et leurs conséquences sur l'ordre européen

On peut mettre en avant les caractéristiques :

- du régime soviétique ;
- du fascisme italien ;
- du national-socialisme allemand.

Point de passage et d'ouverture

♣ 1937-1938 : la Grande Terreur en URSS

♣ 9-10 novembre 1938 : la nuit de Cristal

♣ 1936-1938 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes.